Café et pouvoir en Amérique centrale

Noëlle Demyk

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8540>

DOI : [10.4000/etudesrurales.8540](https://doi.org/10.4000/etudesrurales.8540)

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 30 novembre 2007

Pagination : 137-154

Référence électronique

Noëlle Demyk, « Café et pouvoir en Amérique centrale », *Études rurales* [En ligne], 180 | 2007, mis en ligne le 01 janvier 2007, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8540> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.8540>

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=ETRU&ID_NUMPUBLIE=ETRU_180&ID_ARTICLE=ETRU_180_0137

Café et pouvoir en Amérique centrale

par Noëlle DEMYK

| Editions de l'EHESS | Études rurales

2007/02 - 180

ISSN 0014-2182 | pages 137 à 154

Pour citer cet article :

— Demyk N., Café et pouvoir en Amérique centrale, *Études rurales* 2007/02, 180, p. 137-154.

Distribution électronique Cairn pour les Editions de l'EHESS.

© Editions de l'EHESS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

CAFÉ ET POUVOIR EN AMÉRIQUE CENTRALE

Noëlle Demyk

L'AMÉRIQUE CENTRALE est, en 2005, la troisième grande région productrice de café en Amérique latine, la quatrième du monde derrière le Brésil, le Vietnam et la Colombie. Les productions nationales sont modestes comparées à celles de ces trois autres pays ; cependant le Guatemala et le Honduras se classent respectivement aux 8^e et 9^e rangs des pays producteurs, et aux 6^e et 8^e rangs des pays exportateurs. Les exportations cumulées des pays centraméricains atteignent le niveau des exportations colombiennes, avec 10,5 % du marché mondial¹.

La production centraméricaine est constituée quasi exclusivement de cafés arabica d'altitude, qui occupent actuellement environ 20 % des superficies cultivées au Guatemala, au Salvador, au Honduras et au Costa Rica. Si les structures productives de la caféiculture présentent une assez grande diversité, nationale et régionale, les petits producteurs sont très nombreux, particulièrement au Costa Rica et au Honduras. On estime que les producteurs cultivant moins de 5 hectares représentaient, au début des années 1990, 80 % des caféiculteurs centraméricains, produisant 21 % du café et

exploitant 27 % des caféières [Pérez Brignoli et Samper eds. 1994 : 55-81].

Historiquement, la culture du café s'est développée, dans la région, à partir de 1830 au Costa Rica, à partir de 1850-1870 au Guatemala et au Salvador, à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle au Nicaragua, au Honduras et au Panama. L'expansion spatiale de la caféiculture par le biais de fronts pionniers a été un puissant facteur de construction territoriale dans des pays encore faiblement peuplés, à l'exception du Salvador où a dominé un processus de substitution des cultures, le café remplaçant l'indigo ou des cultures vivrières. Dans le cas du Costa Rica, du Guatemala et du Salvador, le café est devenu, pour près d'un siècle, le moteur de la croissance des économies nationales et de leur insertion dans le marché mondial. À la fin du XIX^e siècle, les exportations de ces trois pays dépendaient du café, à hauteur de 80-90 %. En 1955, les proportions étaient encore de 48,6 % pour le Costa Rica, 78,2 % pour le Salvador et 79 % pour le Guatemala. Il n'est pas excessif de parler de « révolution du café » dans ces pays où cette production a été la source majeure d'enrichissement et de puissance des oligarchies nationales après l'épuisement des cycles d'exportation fini-coloniaux.

Quelques décennies après l'indépendance acquise par ces pays en 1823, la caféiculture a fondé l'assise économique, sociale et culturelle de ces États ; leur consolidation et leur action à l'époque libérale (1870-1940) ont été, par ailleurs, des facteurs majeurs de l'expansion de cette caféiculture. Il existe donc, dans ces trois

1. Source : Organisation internationale du café (2005).

pays, un lien consubstantiel et génétique entre l'établissement d'un cycle d'exportation durable, le pouvoir des élites oligarchiques et la formation des États.

Il n'en est pas de même pour les trois autres pays centraméricains, où le développement du secteur caféier a été plus limité (Nicaragua), plus tardif (Honduras) ou d'importance locale (Panama). L'économie caféière n'y a pas joué le même rôle fondateur et exclusif que dans les pays précités et cela nous éclaire, par défaut, sur la nature des oligarchies et du pouvoir d'État ainsi que sur les effets spécifiques de la domination externe nord-américaine, omniprésente (emprise des compagnies bananières au Honduras, occupation militaire au Nicaragua, contrôle du canal panaméen).

Les chercheurs en sciences sociales ont mis en évidence les liens existant entre les logiques de pouvoir, leurs temporalités et la construction des systèmes caféiers. L'histoire et la géographie agraires ont montré le rôle primordial des États dans la systémogénèse caféière et mis en évidence les modalités différenciées du contrôle par les élites des filières de production et de commercialisation, ainsi que la place, toujours subordonnée mais variable, des petits producteurs [Acuña Ortega ed. 1993 ; Pérez Brignoli et Samper eds. 1994].

Les études politiques et économiques ont exploré les relations entre les institutions politiques, les crises sociales et les structures agraires, tout en insistant sur le caractère réciproque de ces liens [Williams 1994]. De même, le sociologue Jeffrey Paige [1997] a montré comment les crises révolutionnaires des années 1980 en Amérique centrale

exprimaient la crise des élites caféières, des sociétés et des systèmes politiques qu'elles avaient édifiés un siècle auparavant, au moment même où la production caféière cessait d'être hégémonique dans les économies centraméricaines. Ces études comparatives ont permis de comprendre, au-delà des similarités structurelles, les profondes différences entre les sociétés centraméricaines. Deux types de sociétés s'opposent, en effet, dès la fin du XIX^e siècle : le premier, fondé sur le pouvoir pur, l'usage de la force et de la coercition, au Guatemala, au Salvador et au Nicaragua, le second, fondé sur l'autorité légitime, au Costa Rica.

Faits sociaux globaux, les systèmes caféiers centraméricains sont un archétype de formation territoriale résultant de l'articulation complexe entre, d'un côté, les dimensions écologiques, et, de l'autre, les instances économiques, sociales, politiques et culturelles.

Intégrant ces différents apports, cet article montre comment les relations de pouvoir s'inscrivent directement dans l'organisation de l'espace tandis que le système caféier devient lui-même acteur de la reproduction de l'oligarchie caféière. Ces systèmes territoriaux sont étudiés ici lors des deux grandes phases qui structurent l'histoire de la caféiculture centraméricaine : d'une part, la mise en place des systèmes caféiers par les oligarchies libérales entre 1850 et 1900 ; d'autre part, l'évolution des systèmes de production et les recompositions sociales au sein des oligarchies durant les grandes crises du XX^e siècle (années 1930 et 1980). Pour les raisons évoquées plus haut, l'analyse portera principalement sur les trois « États caféiers », à savoir le Costa Rica, le Guatemala et le Salvador.

La mise en place des systèmes caféiers par les élites libérales (1850-1900)

La propriété de la terre constitue le socle de la richesse et du pouvoir, local et national, des oligarchies centraméricaines postcoloniales, une caste dirigeante guatémaltèque cumulant, par ailleurs, des fortunes marchandes et les bénéfices des charges administratives exercées lors de la colonisation.

Durant les premières décennies après l'indépendance, les conditions politiques, économiques et sociales ne sont pas encore réunies pour créer un système caféier intégré et performant. Du point de vue politique, cette période est une longue suite de luttes armées entre factions créoles, libérales et conservatrices, chacune d'elles disposant d'une base territoriale limitée, généralement l'une des anciennes villes coloniales et son *ayuntamiento* (municipalité). L'instabilité politique et les guerres incessantes sont peu favorables à l'innovation et à l'investissement de capitaux dans une culture pérenne. Par ailleurs, la cochenille au Guatemala, l'indigo au Salvador demeurent des spéculations rentables avant d'être balayées, vers 1870-1880, par les teintures de synthèse.

Au Costa Rica, où aucune ressource locale n'avait encore permis l'essor d'un cycle d'exportation durable, la caféiculture connaît un développement précoce, dès les années 1820-1830. Ce pays témoigne, déjà au milieu du siècle, de la prospérité que peut apporter le café et devient un centre de diffusion des techniques culturelles. L'existence d'un marché en Europe, puis aux États-Unis, ainsi que les offres de crédit des maisons de commerce étrangères, britanniques et allemandes, vont stimuler

partout les initiatives privées. Mais, face aux obstacles fonciers, aux carences en matière de crédit et d'infrastructures de communication, il devient très vite évident que l'État est seul capable de créer les conditions globales de la réussite de l'expansion caféière. C'est l'œuvre des régimes libéraux du dernier quart du XIX^e siècle.

À partir des années 1850-1870, mais avec une périodisation distincte selon les pays², les élites libérales au pouvoir formulent un vaste programme de transformation de l'État post-colonial et des rapports sociaux de production. En légiférant sur la propriété foncière et sur le travail, en créant des ports et des infrastructures de communication, en multipliant les incitations financières et en faisant usage de l'autorité et de la force, l'État libéral favorise la mobilisation des facteurs de production nécessaires à la nouvelle économie agro-exportatrice. Il s'appuie également sur une idéologie anticléricale et raciste, une conception de la nation fondée sur les valeurs de la civilisation occidentale : modernité, citoyenneté et propriété privée. Ce projet de nation créole ou *ladino*³ exclut les populations indiennes, perçues comme arriérées, barbares, en un mot, inférieures, pour lesquelles la seule voie d'incorporation à la nation passe par l'acculturation et l'assimilation. De nouvelles constitutions

2. Costa Rica (1871-1949), Guatemala (1879-1945), Salvador (1886-1945), Nicaragua (1893-1939), Honduras (deux constitutions : en 1880 puis en 1893-1950).

3. Le terme « *ladino* » désigne, en Amérique centrale, les indigènes ou métis acculturés et, par extension, les personnes se réclamant de la culture espagnole.

sont promulguées, empruntant aux démocraties des États-Unis et d'Europe les mécanismes de la représentation parlementaire et de l'équilibre des pouvoirs. En réalité, les pratiques politiques demeurent fondées sur le clientélisme et l'accès aux prébendes distribuées par les détenteurs du pouvoir d'État.

LA PRIVATISATION DES TERRES

Les terres favorables à la culture du café arábica sont localisées sur les versants de la cordillère volcanique, qui domine la façade pacifique de l'isthme, ainsi que dans les bassins d'altitude des cordillères centrales, entre 600 et 1 700 mètres selon les conditions locales. Différents types de structures foncières coexistent depuis l'époque coloniale : propriétés privées, terres publiques dont l'État peut disposer (*baldios*), domaines de l'Église, terres collectives.

Dans les zones appropriées et peuplées, les obstacles à l'expansion de la culture du café relèvent essentiellement du statut juridique des terres d'usage collectif, concédées par la Couronne espagnole, et appartenant soit aux municipalités (terres éjidales) soit aux communautés indiennes (terres communales). Les commerçants et les propriétaires terriens, à travers les gouvernements locaux, multiplient, avec plus ou moins de succès, les initiatives pour privatiser et acheter ces terres ou les louer avec des baux de longue durée. Les résistances sont particulièrement fortes de la part des communautés indiennes, victimes de nombreuses spoliations. Les États vont briser ces résistances et imposer le modèle de la propriété privée, avec des modalités distinctes selon les

pays ; ils vont aussi favoriser la mise en valeur de nouvelles régions par la vente ou la distribution des terres publiques.

Au Costa Rica, le processus de privatisation des terres se révèle globalement pacifique. Les communautés indiennes sont très peu nombreuses, ce qui limite les spoliations, tandis que les municipalités décident elles-mêmes de la privatisation des terres municipales en faveur des nouveaux planteurs, petits ou grands. Au-delà des juridictions municipales, l'État encourage très tôt la colonisation des terres publiques par des paysans qui reçoivent des semences et disposent de délais pour payer la terre qu'ils défrichent. L'échec des formes serviles coloniales, dominantes dans les autres pays, ainsi que l'abondance des terres dans cette province peu peuplée (60 000 habitants en 1800) favorisent la construction d'une nation où la différenciation sociale n'est définie ni ethniquement ni juridiquement. Une élite seigneuriale de planteurs issus des premières familles des conquérants espagnols coexiste ainsi avec une classe paysanne de petits et moyens producteurs blancs, libres d'utiliser leur force de travail en créant leur propre exploitation [Demyk 1996].

Il en va tout autrement au Salvador et au Nicaragua, où, une fois reconverties les exploitations privées, les meilleures terres caféières sont des terres communautaires indiennes.

Au Salvador, des lois promulguées en 1881 et 1882 abolissent le régime juridique des terres communautaires au motif que ce système « empêche le développement agricole, fait obstacle à la circulation des richesses, affaiblit les liens familiaux et l'autonomie des individus » [Williams 1994]. Ces lois

prévoient également l'expulsion des colons et des occupants sans titre, installés à la périphérie des grands domaines.

Au Nicaragua, le gouvernement Zelaya (1893-1909) privatise également une partie des terres indigènes. L'application de ces lois se fait par la violence et s'appuie sur des forces militaires et policières mises au service des propriétaires terriens et des gouvernements locaux [Gould 1998].

Au Guatemala, le régime libéral dirigé par le Général Justo Rufino Barrios commence, en 1873, par la confiscation des biens ecclésiastiques puis entreprend la privatisation des terres communales. Celle-ci concerne les terres de piémont et non la totalité des terres indiennes localisées dans les hautes terres occidentales, largement impropres à la culture du café. Dans la zone propice au café, les baux de longue durée, concédés auparavant par les autorités indiennes, sont remplacés par des titres de propriété, et les terres communales, déclarées *baldias*, sont incorporées au vaste processus de vente qui affecte les terres de la façade pacifique et des Verapaces au nord. Ce processus, beaucoup plus centralisé qu'au Salvador, fondé également sur l'usage de la force militaire, évite cependant le choc frontal avec les communautés de l'Altiplano.

Au final, si les grands domaines caféiers sont dominants au Guatemala, leur suprématie est moindre au Nicaragua et au Salvador, où les exploitations privées, petites et moyennes, antérieures au boom du café, ont subsisté partiellement.

Relevant d'une idéologie libérale commune, les processus de transformation foncière ont été

infléchis, dans chacun des pays, par les différences géographiques et ethniques du peuplement, par les structures agraires antérieures ainsi que par les intérêts des oligarchies. Le cas du Honduras le montre a contrario. Peu engagés dans la production agricole, tournés vers les profits dérivés des concessions aux sociétés étrangères (mines, bois, chemin de fer, plantations bananières), les commerçants et éleveurs honduriens ont peu investi dans le café et n'ont pas fait pression sur l'État – faible au demeurant – pour développer une filière capitaliste d'exportation. Ce sont surtout des petits et moyens exploitants qui, dans les montagnes très enclavées de l'ouest hondurien, ont planté du café, destiné au marché intérieur plus qu'à l'exportation. Les terres utilisées sont en majorité des terres éjidales, louées par les municipalités, des terres publiques occupées sans titre de propriété et des terres distribuées par les communautés indiennes sur leurs terres communales [Demyk 1994].

LE RECRUTEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE

La culture du café exige une main-d'œuvre importante, permanente et saisonnière. Les petites et moyennes exploitations ont traditionnellement recours à la main-d'œuvre familiale pour les travaux d'entretien, et à des systèmes d'échange de services lors des pics de récolte, voire à l'emploi limité de journaliers agricoles. En revanche, la grande exploitation dépend nécessairement d'une main-d'œuvre extérieure, dont le recrutement est stratégique au moment de la récolte.

La pénurie de main-d'œuvre a été l'un des problèmes majeurs qu'ont dû résoudre les

planteurs⁴, et les solutions adoptées dans chacun des pays ont marqué durablement les rapports sociaux jusqu'à la deuxième moitié du XX^e siècle.

Au Guatemala, au Salvador et au Nicaragua, là où domine la grande exploitation capitaliste, l'État intervient pour définir les codes du travail, instaurant des mesures coercitives de recrutement et un contrôle policier des travailleurs agricoles. Dans le droit fil des pratiques coloniales, le travail forcé imposé à la population indienne, majoritaire dans le pays, est au cœur du dispositif guatémaltèque. Ce qui va de pair avec la mise en place d'un État policier, d'une armée puissante et de milices *ladinas* pour assurer l'ordre intérieur.

En 1877, le décret 177 distingue trois catégories de travailleurs agricoles : les *colonos* (ou travailleurs résidents), les travailleurs saisonniers engagés par le biais d'une avance sur salaire (ou *habilitación*), et les ouvriers agricoles libres, cette dernière catégorie restant assez théorique. Ce décret prévoit aussi la transmission héréditaire des dettes. Dans le cadre du colonat, le travail sur la plantation a pour contrepartie l'usufruit d'une parcelle pour des cultures vivrières ainsi qu'une rémunération versée sous des formes très variées (salaire, denrées, etc.). Les ouvriers agricoles saisonniers recrutés dans les villages indiens de l'Altiplano sont asservis, eux et leurs descendants, par une dette soigneusement entretenue et gonflée par diverses pratiques : l'avance sur salaire, l'achat de denrées à la boutique de la plantation, la manipulation des comptes. Tout cela est consigné dans le livret de travail que tout travailleur doit pouvoir produire à tout moment. Les planteurs peuvent

aussi imposer des corvées obligatoires (les *mandamientos*) permettant de mobiliser des escouades de trente ou soixante ouvriers à la fois. Enfin, certains planteurs achètent des *fincas* (fermes de travailleurs agricoles) dans l'Altiplano pour y installer des paysans pauvres en échange de leur travail sur la plantation de café. Ces *fincas* produisent la main-d'œuvre nécessaire au système caféier. L'agriculture de subsistance pratiquée dans les villages indigènes ou sur les parcelles des *colonos* assure, à moindre coût, la reproduction de la main-d'œuvre, autorisant les *finqueros* à verser des salaires très inférieurs à ceux qu'impose un contrat de type capitaliste.

Les rapports sociaux de production forment, au Guatemala, un système géographique intégré, articulant les régions caféières, l'Altiplano indien et l'Oriente *ladino*. Les migrations définitives entre les villages indiens de l'Altiplano et les plantations de café permettent la mise en place du colonat. Elles concernent également l'Oriente, dont les paysans pauvres deviennent parfois travailleurs des plantations mais assurent, le plus souvent, les tâches subalternes d'encadrement des ouvriers indiens. On estime que le colonat finit par rassembler 50 à 65 % de la force de travail dans le piémont occidental et 90 % dans l'Alta Verapaz. Le recours à la main-d'œuvre saisonnière mobilise, chaque année, des dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, recrutés dans les villages de l'Altiplano par les

4. Au tournant des années 1880, le Guatemala compte 1 200 000 habitants, le Salvador 500 000, le Nicaragua 373 000, le Honduras 307 000, le Costa Rica 182 000 [Williams 1994].

finqueros eux-mêmes ou par des intermédiaires, appelés *habilitadores* lorsqu'ils utilisent l'argent du *finquero* pour les avances sur salaire, *contratistas* lorsqu'ils travaillent avec leurs fonds propres. Relais du pouvoir oligarchique, ceux-ci occupent souvent, au sein des villages, une position clé fondée sur le pouvoir économique, l'usage de la force et l'influence politique.

Le système nicaraguayen est proche du système guatémaltèque dans les régions de grandes plantations alors que la situation salvadorienne présente des différences. Dans ce pays de faible superficie et plus densément peuplé que ses voisins, la privatisation complète des terres a transformé de très nombreux paysans en journaliers potentiels. Aucune frontière agricole ne peut fournir à cette population déracinée un exutoire lui permettant d'échapper au travail sur les plantations. La main-d'œuvre abonde dès la fin des années 1880. Les lois sur le travail instaurent un régime généralisé de travail salarié sous haute surveillance. Il faut, en effet, contrôler cette masse d'ouvriers agricoles ou de paysans minifundistes afin d'empêcher les invasions de terres, surveiller les bourgades où ils vivent, interdire le vagabondage. Les fonctionnaires de l'État doivent établir des listes de journaliers par village tandis que la police rurale et l'armée s'assurent de leur présence réelle sur les plantations.

C'est dans un contexte social très différent que s'impose le salariat au Costa Rica. Dans ce pays très peu peuplé, où la population indienne, potentiellement corvéable, est faible et où la frontière agricole est ouverte aux familles paysannes, l'offre de main-d'œuvre demeure

longtemps insuffisante et force les grands propriétaires à concéder des salaires relativement élevés à leurs journaliers. Il y a là un facteur limitant de la taille des domaines caféiers. Les modalités de recrutement de la main-d'œuvre permanente peuvent être assez variées dans le détail, le salariat au sens strict coexistant localement avec des formes de colonat, de métayage ou de fermage. La main-d'œuvre saisonnière pour les récoltes est également recrutée dans les villes, favorisant ainsi la diffusion d'une culture nationale partagée, fondée sur les bienfaits de la caféiculture.

L'ACCUMULATION DU CAPITAL

ET L'ORGANISATION DE LA FILIÈRE « CAFÉ »

La caféiculture n'a pu se développer sans l'investissement de capitaux importants aux différentes étapes de la filière : achat des terres et des plants, entretien des caféières, récolte, transformation des cerises en café vert exportable, et commercialisation. Les premiers capitaux ont été fournis par les maisons de commerce européennes présentes en Amérique centrale, anglaises et allemandes notamment. Il s'agissait de prêts à court terme, gagés sur les récoltes, et accordés aux propriétaires terriens et aux commerçants locaux qui redistribuaient une partie de cet argent aux petits producteurs à des taux très élevés. La privatisation de la terre et la possibilité de conclure des prêts hypothécaires à long terme, gagés sur les propriétés, ainsi que les profits importants que cette nouvelle spéculation devait générer ont conduit à la création des premières banques commerciales : dès 1858 au Costa Rica, en 1873 au Guatemala, en 1880 au Salvador. Seuls les

grands propriétaires ont profité de ces nouveaux instruments financiers, les petits et moyens producteurs restant dépendants des prêts remboursables sur la récolte, octroyés par les grands planteurs, les commerçants et les usiniers, qui avaient un accès exclusif à un crédit moins cher. Dans le domaine des transports, les États se sont endettés pour créer des routes et des installations portuaires, et ont conclu, avec les compagnies bananières nord-américaines, des contrats exorbitants pour financer le chemin de fer (Costa Rica, Guatemala).

Prépondérant dans l'exportation du café, le capital étranger a été également investi dans la production et la transformation. Alors que les Britanniques étaient particulièrement présents au Costa Rica, les Allemands ont fini par former, au Guatemala, un groupe très puissant et culturellement distinct des planteurs-usiniers-exportateurs produisant plus du tiers du café guatémaltèque en 1913. Les immigrants étaient nombreux au Salvador mais leurs origines étaient plus diversifiées, et ils se sont rapidement intégrés à l'élite créole par les mariages, l'adoption de la langue espagnole et de la citoyenneté salvadorienne.

La transformation du café, d'abord artisanale et réalisée selon la méthode sèche, est devenue, très rapidement, au Costa Rica, un chaînon hautement capitalistique de la filière caféière. Au tournant du XX^e siècle, les usines ou *beneficios*⁵ traitaient l'ensemble du café exporté par la voie humide. Nécessitant des investissements importants en machines et en savoir-faire, ce procédé garantissait des prix plus élevés à l'exportation et permettait aux planteurs-usiniers de dégager des profits importants en traitant la récolte d'une clientèle

captive de petits et moyens producteurs. L'accumulation du capital au Costa Rica provient donc moins de la culture, dont les coûts salariaux sont élevés, que du *beneficio*, ce dernier garantissant des marges de profit plus grandes.

La voie humide s'est développée plus tardivement au Guatemala et au Salvador et ne s'est jamais complètement substituée à la voie sèche. Dans ces deux pays, le capital est resté investi prioritairement dans la terre, les profits les plus grands dérivant des faibles coûts de la main-d'œuvre. En raison des limites que la taille du Salvador a imposées à l'extension des superficies plantées, les caféiculteurs salvadoriens ont recherché des profits accrus dans l'amélioration des rendements, ceux-ci atteignant des valeurs parmi les plus élevées du monde au début du XX^e siècle.

L'INSTITUTIONNALISATION DES ÉTATS CAFÉIERS

Graduel et lent au Costa Rica, rapide et brutal au Guatemala et au Salvador, le boom du café a donné aux oligarchies centraméricaines une nouvelle assise économique et sociale dans des contextes politiques contrastés. Intervenant d'abord dans le cadre des gouvernements locaux des *ayunamientos* qui constituaient leur base postcoloniale de pouvoir politique et social, les groupes oligarchiques ont ensuite créé un pouvoir d'État national au service de leurs ambitions capitalistes.

5. Le terme vient de « *beneficiar* » (mettre en valeur) et désigne les usines de traitement du café. Le procédé consiste en une fermentation suivie de lavages répétés et d'un séchage, d'où le nom de *beneficio* humide. Le café parche (12 % d'humidité) peut alors être conservé plusieurs années avant d'être transformé en café vert.

Durant la phase principale des réformes structurelles au Costa Rica (1840-1860), et des réformes libérales au Guatemala et au Salvador, les élites caféières ont participé directement aux gouvernements et ont assumé la présidence des États. Les politiques étatiques ont donné un élan décisif à la production et ont eu une grande influence sur la destination des flux financiers, sur la diffusion des technologies de culture et de transformation du café et, finalement, sur la nature des relations sociales de production entre les grands planteurs-usiniers, les petits producteurs et les ouvriers agricoles [Williams 1994 : 147-196].

La question des terres communautaires indigènes a introduit un clivage fondamental entre les États nationaux en Amérique centrale. Partout expression visible du prestige et du pouvoir des oligarchies, la plantation de café est aussi, au Guatemala, au Salvador et au Nicaragua, le symbole de l'expropriation des terres indiennes, du monopole *ladino* de la terre et de l'exploitation abusive de la main-d'œuvre paysanne par le travail forcé et la coercition. Au Costa Rica, la paysannerie a pu accéder à la terre et bénéficier de la prospérité caféière dans le cadre de relations asymétriques, certes, mais contractuellement négociables entre les parties concernées. L'État caféier est devenu fortement dépendant des ressources générées par les exportations caféières et par les importations gonflées par la croissance économique. Même lorsqu'ils n'assumaient plus directement la fonction présidentielle, les planteurs de café continuaient d'exercer un pouvoir hégémonique au sein des oligarchies nationales.

Crises et transformations des États caféiers au XX^e siècle

La profonde divergence des systèmes politiques centraméricains au cours du XX^e siècle trouve son explication à l'intérieur et hors du système caféier. L'adaptation des oligarchies caféières à un monde en plein bouleversement est d'abord fondée sur les structures de pouvoir établies durant l'âge d'or du café mais dépend aussi de l'émergence de nouvelles forces sociales et économiques dans des sociétés qui sortent très lentement du moule agrarien.

Deux grandes crises, à la fois économiques, sociales et politiques, révèlent les faiblesses du modèle caféier, ses contradictions, internes et externes, et mettent à l'épreuve sa capacité de résilience. Les crises des années 1930 et 1980 ont entraîné la disparition de l'État caféier, la perte progressive du pouvoir politique des élites caféières traditionnelles au profit d'élites entrepreneuriales étroitement associées au capital multinational.

Ces transformations globales touchent l'ensemble des sociétés centraméricaines mais leurs modalités nationales s'enracinent dans les cultures politiques différenciées et les modes de résolution des conflits, hérités de l'époque oligarchique libérale.

LES FACTEURS D'INSTABILITÉ DES SYSTÈMES CAFÉIERS

Les rapports de production forgés au XIX^e siècle sont potentiellement générateurs de tensions et de conflits. Les conflits relatifs à la terre ne peuvent que s'exaspérer avec l'expansion des caféières. Même au Costa Rica, le recul de la frontière agricole finit par mettre

face à face les paysans défricheurs, caféiculteurs ou autres, et les éleveurs, propriétaires de grands domaines extensifs dans les régions périphériques, ce qui engendre les luttes agraires des années 1950-1960. Au Salvador, la situation est d'emblée conflictuelle et le souvenir des spoliations reste vivace parmi les populations indiennes, pour lesquelles les terres communautaires étaient le socle de l'identité. La croissance démographique très rapide à partir des années 1940 et 1950 introduit une nouvelle variable dans le système, avec des conséquences diverses. Elle accroît la pression sur la terre, particulièrement au Salvador, où les densités rurales sont très fortes et où il n'existe pas de frontière intérieure agricole. Dans le même temps, elle augmente les effectifs de main-d'œuvre disponible pour le travail salarié, permanent ou temporaire, rendant de moins en moins nécessaire le recrutement coercitif, sinon à des fins de contrôle social. Le passage d'une main-d'œuvre rare, pour des raisons démographiques ou socioéconomiques, à une main-d'œuvre abondante, surtout à partir de 1950, contribue à modifier les rapports sociaux de production instaurés au XIX^e siècle.

Une autre ligne de fracture potentielle traverse l'organisation du segment agro-industriel de la filière du café, c'est-à-dire les relations entre petits producteurs et usiniers. Ces derniers ont tout pouvoir pour fixer les prix sans nécessairement faire bénéficier les petits producteurs, le cas échéant, de la hausse des prix mondiaux. Par ailleurs, ils sont les seuls pourvoyeurs de crédits aux petits et moyens producteurs en dehors des filières usuraires. Cette relation asymétrique est aussi un rapport réciproque d'interdépendance. Les

usiniers, notamment au Costa Rica, ont besoin du café-cerise des petits exploitants pour rentabiliser leurs usines, particulièrement en cas de baisse des ventes sur les marchés extérieurs.

Le principal facteur d'instabilité externe réside dans les fluctuations cycliques des prix du café sur le marché mondial. Jusqu'à la crise majeure de 1929-1930, le système n'avait jamais été menacé dans son ensemble. Certes, lorsqu'une chute durable des prix intervenait, des exploitations changeaient de mains, achetées par des prêteurs ou des exportateurs étrangers, comme au Guatemala par exemple. Les grands planteurs réduisaient les salaires ou prestations en nature versés à leurs ouvriers. Les usiniers anticipaient la baisse des cours. Quant aux petits producteurs, ils se repliaient sur la production vivrière ou bien se prolétarisait. Ceux qui se maintenaient plantaient de nouveaux arbres, garants d'une production accrue dans une meilleure conjoncture.

Toutefois la crise de 1929-1930 a été d'une tout autre ampleur que les précédentes car elle a frappé les pays consommateurs de café et n'a pas été uniquement une crise de surproduction en relation avec un marché plus ou moins stable. Il ne s'agissait plus là d'une fluctuation mais d'un effondrement des prix du café, qui ont chuté de plus de la moitié entre 1929 et 1933, entraînant des répercussions sociales majeures. La baisse en valeur des exportations et des importations a gravement affecté les ressources des États. Entre 1928 et 1932 (ou 1934 selon les cas), le PIB par habitant a diminué de plus de 20 % au Costa Rica, au Salvador et au Guatemala, de 30 % au Honduras et de plus de 40 % au Nicaragua [Paige 1997]. Le secteur le plus gravement affecté par la crise a été le

secteur caféier où se sont multipliés les ventes de *fincas* endettées, les licenciements d'ouvriers agricoles et permanents, et les baisses drastiques des salaires.

LES RÉPONSES DES OLIGARCHIES CAFÉIÈRES À LA CRISE DES ANNÉES 1930

Dans le contexte spécifique de chacun des pays, les réponses à la crise économique et à l'agitation sociale qui en découlent se différencient nettement. La perturbation externe exacerbe les tensions et accélère les changements, freinés jusque-là par le contrôle politique et social exercé par les oligarchies libérales sur des populations encore essentiellement rurales. Partout, en effet, les sociétés évoluent. La solidarité apparente de l'ordre oligarchique est confrontée, non seulement à ses divisions internes mais également à la diffusion d'idéologies radicales parmi les artisans des villes, parmi quelques noyaux d'intellectuels marxistes et les ouvriers des bananeraies, dont les grèves des années 1930, au Costa Rica et au Honduras, témoignent de l'existence, alors, d'un mouvement ouvrier organisé mais très localisé. Le monde du café, réunissant planteurs, usiniers, petits producteurs et ouvriers agricoles, réagit à ce nouvel environnement.

Au Guatemala et au Salvador, comme au Honduras et au Nicaragua, des dictatures militaires restaurent l'ordre dans les campagnes et s'assurent un vaste réseau de surveillance policière, améliorée par les nouvelles technologies de la radio et du téléphone.

Au Salvador, l'insurrection, qui, dans la nuit du 22 au 23 janvier 1932, a entraîné la prise de quelques bourgs indiens de la région d'Izalco

et qui a menacé plusieurs villes de la région caféière de l'ouest du pays, a déclenché une répression sans précédent : le massacre de 10 000 à 25 000 personnes selon les sources, perpétré non seulement par l'armée mais aussi par les *finqueros* eux-mêmes. Occulté par l'histoire officielle, cet événement a été significatif à plus d'un titre. Le mouvement de révolte a été la conséquence immédiate des effets destructeurs de la crise de 1930 sur le travail salarié dans les plantations de café, mais a aussi fait écho à l'échec de quelques tentatives réformistes désavouées par l'oligarchie (1927-1931). Il conjugait la stratégie de classe du parti communiste salvadorien avec une révolte paysanne indienne contre les usurpations de terres par l'oligarchie *ladina*. Le cauchemar a été complet pour l'oligarchie salvadorienne car la peur ancestrale de la rébellion indienne s'ajoutait à la haine du communisme. Installant durablement un climat de terreur, la répression a eu pour conséquence de faire disparaître tous les traits extérieurs de la culture indienne (l'usage de la langue, le port des vêtements traditionnels), parachevant ainsi la « ladinisation » des groupes indiens du Salvador. Cet événement a eu des effets idéologiques durables sur les élites salvadoriennes : un anticommunisme « paranoïde », la peur de toute réforme sociale et la déshumanisation de la gauche [Paige 1997].

Cela vaut également pour l'oligarchie guatémaltèque, dont la peur de la rébellion indienne est restée intacte jusqu'aux années 1980 et a déclenché alors une répression armée de grande ampleur.

Au Costa Rica, des conflits apparaissent dès les années 1920 dans le secteur caféier, non entre petits paysans et grands planteurs, mais

entre petits producteurs et usiniers, ces derniers étant accusés de fixer les prix d'achat du café-cerise à leur guise, d'accaparer la plus-value en cas de hausse des prix du café vert sur le marché mondial ou d'accentuer les baisses en cas de dépression cyclique. Ces petits producteurs forment en 1932 l'Association nationale des producteurs de café, chargée de canaliser leurs revendications. Celles-ci ne donnent lieu à aucun débordement majeur, sinon journalistique. Contrairement à ce qui s'est passé dans le secteur bananier de la côte atlantique, où une polarisation très claire opposait prolétariat agricole syndicalisé et propriétaires terriens, nord-américains de surcroît, l'idéologie dominante du secteur caféier a été plutôt celle d'une démocratie agraire égalitaire et d'une communauté d'intérêts de propriétaires employeurs, inquiets de l'audience du parti communiste costaricien dans les années 1940, et hostiles au réformisme social de cette période.

Durant cette décennie, l'alliance politique très contestée d'une élite réformiste de l'Église (marquée par le catholicisme social) avec une élite du parti communiste (de tendance plus réformiste que les autres PC centraméricains) a produit des réformes majeures : sécurité sociale, droits sociaux, nouvelles dispositions du code du travail. En 1948, au terme d'une courte guerre civile et d'un processus politique complexe, en partie manipulé par les États-Unis qu'inquiétait l'influence communiste, la démocratie a été restaurée, le parti communiste déclaré illégal, l'armée supprimée. Ainsi est né le régime social-démocrate costaricien.

Imprégné du populisme des années 1940, le nouvel État social-démocrate, mis en place en 1948, entend satisfaire les aspirations de sa

clientèle politique : petite et moyenne paysannerie, au sein de laquelle les caféiculteurs ont un poids majeur, et couches moyennes urbaines en expansion. Grâce à une aide technique et financière et au coopérativisme, l'État veut promouvoir une caféiculture paysanne moderne, intensive et rentable. En ce qui concerne le salariat, la législation du travail, ébauchée en 1943 avec la promulgation du premier code du travail, est complétée, au grand dam des propriétaires terriens qui doivent désormais payer le salaire minimum et endosser de nouvelles charges sociales : congés payés, sécurité sociale, « étrennes » (sorte de 13^e mois), préavis de licenciement.

UN NOUVEAU BOOM DU CAFÉ

La fragilité de plus en plus évidente d'économies nationales fondées sur la monoculture du café incite les membres les plus dynamiques des oligarchies à rechercher de nouveaux types d'investissements dans l'agro-industrie ou la finance.

À partir de 1950, l'Amérique centrale entre dans une phase de croissance économique soutenue, qui dure jusque vers 1975. L'économie agro-exportatrice s'appuie sur des productions anciennes (café, sucre et viande) ou nouvelles (coton et cardamome). La prospérité du secteur caféier repose sur des cours mondiaux, en hausse jusqu'en 1954-1955, puis stabilisés à un niveau moyen au cours des années 1960, pour devenir très instables à partir de 1974-1975.

La production caféière augmente de manière continue grâce à un double processus d'extension des surfaces plantées et d'accroissement des rendements. La monoculture du café progresse rapidement dans les exploitations,

favorisée par la *bonanza* (la prospérité), mais la culture du café se diffuse et se disperse aussi dans les exploitations paysannes polyculturelles des périphéries des régions caféières du XIX^e siècle, ou dans des régions jusque-là peu touchées et souvent enclavées. C'est le cas dans le nord-ouest du Guatemala (Huehuetenango) ou au Panama, sur le versant atlantique. Les populations indigènes qui fournissent de longue date la main-d'œuvre saisonnière des plantations s'approprient l'arbre des maîtres et produisent dès lors du café sur leurs micro-exploitations, tels les Indiens Cakchiquels et Tzutuhils autour du lac Atitlán au Guatemala, ou encore les Indiens Guaymis des hautes terres occidentales du Panama [Demyk 1999]. Le boom caféier du Honduras relève également de ce processus tardif d'expansion.

La culture du café connaît sa révolution verte avec l'introduction de nouvelles variétés à haut rendement (*Caturra*, *Catuai*)⁶. L'intensification des méthodes productives augmente les profits mais accroît la vulnérabilité des exploitations spécialisées dans la caféiculture. Cette culture progresse régulièrement au Costa Rica, où elle est impulsée par l'État. Le système coopératif permet sa diffusion parmi les petits et moyens producteurs, grâce aux crédits provenant du secteur bancaire nationalisé et grâce aux programmes de formation aux nouvelles techniques agricoles. Il forme un sous-secteur très organisé concurrençant le monopole des grands planteurs et des usiniers, avec moins de succès du côté des exportateurs⁷. Au Salvador et au Guatemala, ce sont surtout les grands et moyens planteurs qui rénovent leurs caféières grâce à des financements bancaires privés. Notons que le processus est très lent au Guatemala

où reste vivante la tradition de l'extensivité et du profit fondé sur l'exploitation d'une main-d'œuvre captive sous-payée.

Les caféiculteurs confient désormais la défense de leurs intérêts à des organisations corporatistes disposant d'une large influence auprès des gouvernements. Depuis les années 1930 et 1940, ces organisations réunissent les représentants de l'État, des planteurs (généralement les plus influents), des usiniers, parfois des exportateurs. Généralement renouvelées après 1950, elles gèrent les relations avec les acheteurs internationaux et se chargent de la répartition interne des quotas fixés par l'Organisation internationale du café, créée en 1962. L'Institut du café costaricien est le plus interventionniste puisqu'il régule les prix payés aux producteurs par les usiniers, en fonction d'une échelle de qualité intégrant divers paramètres (altitude, sols, variété de café).

Cette phase de croissance s'achève brutalement à la fin des années 1970, avec une nouvelle période de récession correspondant à la crise pétrolière et financière mondiale. Mais, déjà, une explosion sociale s'était produite au Guatemala, au Salvador et au Nicaragua,

6. Au début des années 1970, les rendements moyens salvadoriens sont les plus élevés d'Amérique latine, avec 17,1 quintaux métriques de café vert par *manzana* (0,7 ha), comme ils l'étaient déjà vers 1940 (11,1 qx/mz). Ils sont dépassés par ceux du Costa Rica dans les années 1980 (21,2 qx/mz).

7. En 1990-1991, ces coopératives regroupaient 50 % des producteurs, 38,7 % de la production totale de café et traitaient, dans leurs usines, 41 % du café commercialisé.

annonçant la décennie des guerres civiles qui ont embrasé l'isthme durant les années 1980.

VERS LA FIN DE LA SUPRÉMATIE CAFÉIÈRE

Face à la rigidité et à la violence répressive des États militaires au Guatemala et au Salvador, les mouvements syndicaux, paysans et urbains, se sont ralliés à la lutte armée à partir de la fin des années 1970. Les enjeux fonciers étaient au cœur de l'affrontement, à la fois pour les paysans et les ouvriers agricoles, maintenus dans la pauvreté et la marginalisation politique, et pour les élites, arc-boutées sur le monopole de la terre.

Au Guatemala, la révolte a été aussi celle du peuple indien face au joug *ladino* et à la violence génocidaire de l'armée, réponse multiséculaire de l'élite dirigeante à la menace indienne. Cependant, des fissures se sont creusées au sein des blocs oligarchiques entre deux fractions apparues depuis les années 1950, et ce particulièrement au Salvador : alors que la fraction terrienne ou agrarienne se refusait à tout compromis, à tout changement, la fraction agro-industrielle, constituée notamment des usiniers et des exportateurs de café, était plus ouverte à la modernisation capitaliste et à la diversification de ses actifs. La guerre civile au Salvador s'est terminée sur le triomphe politique de la fraction agro-industrielle et sur son acceptation, au moins formelle, de certaines concessions pour sauver ses intérêts économiques après l'échec patent des méthodes autoritaires des années 1980⁸. La situation est restée bloquée au Guatemala, où les élites entrepreneuriales modernes se sont montrées plus faibles face au pouvoir militaire et à l'oligarchie traditionnelle. Quant au Costa Rica, la marginalisation politique de la fraction caféière

traditionnelle s'est opérée, non sans heurts sociaux, mais selon le mode démocratico-clientéliste de gestion des conflits instauré par l'État social-démocrate.

Les années 1990 confortent le triomphe d'un État néolibéral, ouvert au capital multinational, où le café ne contribue plus que d'une manière réduite à la production globale de richesses. En 2006, les exportations de café vert ne représentent plus que 3 % de la valeur totale des exportations au Costa Rica, 10 et 12 % au Salvador et au Guatemala, 19 et 20 % au Honduras et au Nicaragua. Pour autant, et en dépit de la crise des marchés caféiers après 1989, la production et les superficies cultivées poursuivent leur courbe ascendante. Si les bases du pouvoir oligarchique se sont déplacées partiellement vers des secteurs capitalistes plus rentables, au Guatemala, au Honduras et au Nicaragua, la caféiculture demeure un moyen de survie pour de nombreux paysans, une alternative précaire à l'exode vers les villes ou à l'émigration.

Le temps n'est plus, sauf pour les plus nostalgiques des planteurs, où le café s'identifiait à l'État et à la Nation.

8. Il en fut ainsi de la réforme agraire imposée par les États-Unis en 1979. L'opposition oligarchique avait bloqué la mise en œuvre de la deuxième phase de la réforme concernant les exploitations entre 200 et 500 hectares, la plus dangereuse pour les intérêts caféiers. La première phase concernait les domaines de plus de 500 hectares, transformés en coopératives au bénéfice des salariés permanents, alors que la troisième phase consistait dans l'attribution individuelle, aux petits fermiers, de parcelles d'un maximum de 7 hectares, que ces derniers devaient racheter sur 30 ans. En 1990, il existait 108 coopératives à la viabilité économique précaire, contrôlant près de 20 000 hectares de café et 12,5 % de la production.

Bibliographie

Acuña Ortega, V.H. ed. — 1993, *Las Repúblicas agroexportadoras. Historia general de Centroamérica*. Vol. 4. Madrid, FLACSO.

Demyk, N. — 1994, « Le Honduras : une république caféière ? », in J.-C. Tulet, B. Charlery de la Masselière, F. Bart et J. Pilleboue eds, *Paysanneries des hautes terres tropicales*. Paris, Karthala : 308-326.
— 1996, « Café et société au Costa Rica : mythes et réalités d'un paradigme national », *La caféiculture au Costa Rica (GÉODOC, série « MOCA », n° 43)* : 1-18.
— 1999, « La caféiculture au Panama : quelques aspects nationaux et régionaux », *Ateliers Caravelle* 14 : 51-59.

Gould, J. — 1998, *To die this way : Nicaraguan Indians and the myth of Mestizaje, 1880-1965*. Durham, Duke University Press.

Paige, J. — 1997, *Coffee and power. Revolution and the rise of democracy in Central America*. Cambridge, Harvard University Press.

Pérez Brignoli, H. et M. Samper eds. — 1994, *Tierra, café y sociedad. Ensayos sobre la historia agraria centroamericana*. San José, FLACSO.

Williams, R. — 1994, *States and social evolution. Coffee and the rise of national governments in Central America*. Chapel Hill, The University of North Carolina Press.

Résumé

Noëlle Demyk, *Café et pouvoir en Amérique centrale*
La caféiculture se développe en Amérique centrale à partir du milieu du XIX^e siècle. Les oligarchies foncières jettent alors les bases, politiques et sociales, de l'économie agro-exportatrice qui caractérise l'insertion de ces pays dans l'économie mondiale. L'article explore les relations qui existent entre les logiques de pouvoir, leurs temporalités et la construction des systèmes caféiers, notamment au Guatemala, au Salvador et au Costa Rica, où l'État caféier oligarchique se maintient jusqu'aux années 1970. Une première partie étudie les structures agraires et les systèmes de production caféiers, mis en place entre 1850 et 1900, et met en évidence l'opposition entre deux types de sociétés : l'une fondée sur le pouvoir pur, la coercition exercée sur la main-d'œuvre indienne ; l'autre fondée sur l'autorité légitime. La seconde partie, qui analyse brièvement les crises du XX^e siècle, montre les transformations et, finalement, la perte de pouvoir des élites caféières traditionnelles au profit d'élites entrepreneuriales diversifiées, associées au capital multinational.

Mots clés

Amérique centrale, café, pouvoir, État, oligarchies, paysanneries, systèmes de production

Abstract

Noëlle Demyk, *Coffee and power in Central America*
Central America started growing coffee in the mid-19th century. The landed oligarchies laid the political and social groundwork for an economy based on exporting crops – a characteristic of these countries in the world economy. The relations are explored: between rationales of power, time frames and the construction of coffee-producing systems, in particular in Guatemala, El Salvador and Costa Rica, where coffee-producing oligarchies remained in power till the 1970s. The coffee-growing agricultural systems set up between 1850 and 1900 are described to shed light on the contrast between two types of societies: the one based on pure power (the coercion of Native American manpower) and the other on legitimate authority. After a brief analysis of recessions during the 20th century, the changes are discussed that ended in traditional coffee-growing elites losing power to various entrepreneurial elites associated with multinational capital.

Keywords

Central America, coffee, power, state, oligarchies, peasantry, systems of production